

LES RAPPORTS VILLE/CAMPAGNE DANS LA PERIPHERIE
DE TANANARIVE
OU LE PHENOMENE DE LA BI-POLARISATION D'ACTIVITE

P A R

Martine CAMACHO

Dans les pays en voie de développement l'analyse qui prévaut ces dernières années en matière de relations ville/campagne se réfère principalement aux théorisations de Samir AMIN sur le phénomène de l'échange inégal. Analyse devenue classique, la thèse de l'échange inégal qui lie les pays dépendants dits de la "périphérie" (en général les pays anciennement colonisés) aux pays capitalistes centraux se trouve transposée dans la problématique interne des pays en développement aux deux entités ville et campagne. Selon ce schéma la campagne assimilée à la "périphérie" produit des matières premières agricoles ; elle nourrit ainsi le "centre" qu'est la ville duquel elle reçoit au prix fort les produits manufacturés indispensables à sa production comme à sa consommation. L'analogie est totale ; les campagnes se paupérisent au rythme de l'enrichissement urbain tout comme le "centre" capitaliste qui contrôle la production s'enrichit au gré du pillage organisé des "économies périphériques". L'exode rural sanctionne cette inexorable tendance.

Si le phénomène est totalement vrai pendant les périodes coloniale et néocoloniale du fait de la fluidité des échanges entre les deux pôles et de la cohérence d'organisation des secteurs de la production et de la distribution, la rupture de l'indépendance politique puis les choix formels opérés ensuite ont quelque peu bouleversé les données du problème en particulier dans les pays qui ont

opté pour le socialisme. L'étatisation d'une partie importante du secteur commercial avec la désorganisation des circuits d'import-export jusque là contrôlés par les grandes maisons coloniales représentant localement le capitalisme central, s'est accompagnée d'une chute de production et de l'installation d'une pénurie chronique.

L'échange inégal reposait essentiellement sur une politique de disparité des prix entre produits vivriers - produits d'exportation d'une part, produits agricoles - marchandises manufacturées d'autre part, mais il n'était véritablement possible que par suite d'une parfaite maîtrise de la collecte et des monopoles de distribution. La situation est aujourd'hui radicalement différente. Le contexte actuel est celui d'une gestion des biens rares, pour ne pas dire d'une organisation de la rareté par la bourgeoisie politico-administrative et d'une certaine insolvabilité sur le plan du commerce extérieur. Dans cette nouvelle conjoncture la paysannerie, bien que théoriquement encore plus acculée qu'auparavant à la pauvreté, paradoxalement se "libère" de son rapport antérieur d'absolue dépendance par rapport à la ville.

Une situation tout à fait nouvelle semble s'instaurer dans les relations ville/campagne dans le cas des zones proches des villes. Une classe de paysans-mutants tente de s'adapter au difficile contexte économique. Le phénomène d'exode rural est largement ralenti et l'on assiste au contraire à un repliement sur la campagne d'un certain nombre de néo-citadins qui avaient cru pouvoir réussir socialement en ville.

Une part importante de la population active rurale (essentiellement masculine) s'adonne à une activité salariée citadine. Dans un rayon de 10 à 20 km autour de la capitale (même phénomène pour l'aire industrielle d'Antsirabe), ce sont environ de 30 à 60 % des paysans qui peuvent être qualifiés d'ouvriers-paysans ou d'employés-paysans dans une moindre mesure.

La division sexuelle du travail au niveau de l'unité familiale permet le cumul d'une activité agricole et/ou d'élevage réalisée par les femmes avec l'aide éventuelle de salariés agricoles et d'une activité salariée citadine mensuelle ou journalière réservée au chef de famille. Ce phénomène de flux journalier vers les entreprises ou administrations de la ville voisine fournit aux ouvriers-payans un revenu sinon important du moins stable et régulier qui s'investit pour partie dans le financement de la poursuite d'une activité agricole, pour partie dans les différentes dépenses que l'évolution du contexte socio-économique rend de plus en plus lourdes ; inflation sur le prix des denrées de première nécessité (prix prohibitifs sur le marché noir, seule source d'approvisionnement pour certains produits), besoins nouveaux croissants, en particulier de scolarisation dans l'optique de faire échapper, grâce à la mobilité sociale verticale la génération future au sort de l'actuelle.

Le revenu monétaire tiré de l'activité salariée urbaine du chef de famille s'il permet un petit investissement dans l'agriculture ne débouche cependant pas sur une augmentation nette du volume de production, ni surtout du volume de produits agricoles commercialisés. Ainsi une partie non négligeable de la paysannerie voisine des villes assure la couverture de ses besoins grâce à une participation marginale à l'activité salariée urbaine mais dans le même temps elle se replie de plus en plus sur son économie d'autosubsistance. On peut donc dire qu'elle ne joue plus son rôle par rapport à l'approvisionnement alimentaire de la ville. La ville fournit des revenus, la campagne les utilise mais ne restitue que peu de choses en contrepartie. Par ailleurs une fraction de la paysannerie proche des villes spéculé même sur les difficultés de ravitaillement que connaissent les agglomérations et sur la situation préoccupante de pénurie dans laquelle vivent les citadins ; elle écoule ainsi du riz, du charbon de bois ou tout autre produit de consommation courante à des prix plusieurs fois multipliés eu égard au prix officiel.

Ainsi le système d'échange inégal qui pénalisait traditionnellement la campagne est-il sinon inversé tout au moins quelque peu neutralisé.

Si par suite de l'inflation et des besoins nouveaux créés par la proximité de la ville et l'évolution sociale, la paysannerie ne parvient pas plus qu'auparavant à assurer son auto-suffisance alimentaire sur l'ensemble de l'année, l'hypothèse peut être avancée selon laquelle elle se retrouve souvent somme toute dans une situation économiquement plus enviable, bien que la pénibilité de son quotidien soit plus grande, que la classe des petits salariés urbains. Elle ne connaît pas ou presque la spéculation sur les loyers, hantise des petits salariés urbains, elle peut pratiquer une culture maraîchère d'appoint, un petit élevage, outre l'apport en riz fourni par les quelques ares de rizières mis en culture. Les femmes s'adonnent à des travaux d'artisanat qui amènent un revenu complémentaire. Le travail urbain d'appoint procure un revenu stable. Du fait de la rareté et de la cherté des produits autres que de première nécessité, cette paysannerie ne court même plus le risque, du fait du poids sociologique de la ville proche d'être entraînée à la consommation superfétatoire.

Cette strate paysanne mutante qui de par sa proximité de la ville est celle qui, il est vrai, est normalement destinée à basculer la première dans l'abandon de la campagne et de l'activité agricole résoud à sa manière ses difficultés et la situation de pénurie chronique qui s'est installée dans tous les secteurs. Elle ne migre plus définitivement vers la ville, attirée par un mirage ; elle joue en fait sur les deux "tableaux" elle ne prend de la ville que le complément de revenu indispensable dont elle a besoin et poursuit au terroir ses activités agricoles dont elle se réserve les produits, une fois déduite l'inéluctable rente foncière lorsque les terres cultivées le sont en métayage.

Afin d'étudier dans le détail cette paysannerie périphérique des villes et son rapport avec l'agglomération proche, afin de tester la validité des hypothèses

que nous venons d'émettre, fruits d'observations qualitatives, nous avons choisi de présenter le résultat d'enquêtes menées sur plusieurs terrains d'étude caractéristiques. Dans la zone rurale proche de Tananarive nous avons choisi un échantillon de fokontany situés au Nord-Est, à l'Est et au Sud de la capitale. Nous présenterons quelques monographies détaillées ainsi qu'une sommaire analyse comparative entre le revenu d'un petit salarié urbain implanté en ville et celui d'un autre encore inséré dans le tissu rural.

A partir de ces divers éléments il devrait être possible de conclure ou non à l'opérationnalité des hypothèses de travail avancées sur la base d'observations au départ non systématiques.

1 - PRESENTATION DES DIFFERENTS TERRAINS D'ENQUETE

Avant de présenter l'analyse des renseignements obtenus au travers des différentes observations et enquêtes menées entre 1979 et 1982 sur le thème des relations ville-campagne dans la zone de la capitale, nous allons caractériser les fokontany visités et étudiés. Ils se distribuent selon trois grandes zones géographiques dont le choix a été raisonné en fonction de l'intérêt particulier qu'elles offrent eu égard au thème central de cette recherche. Ces trois zones sont celles du Sud-Est, de l'Est, et du Nord de la capitale.

1.1. La zone du Sud-Est de la capitale

Ce sont les firaisam-pokontany d'Alasora et de Masindray qui ont retenu notre attention. Parmi eux ce sont plus spécialement les fokontany d'Avaratrambony, d'Ampahibato, de Faliarivo et d'Aminampanga qui ont fait l'objet d'enquêtes approfondies.

Situés sur le même axe de route secondaire à partir du siège du firaisam-pokontany d'Alasora ces fokontany s'échelonnent sur un rayon de 5 à 20 km de la ville d'Antananarivo. Ils ont été choisis parce qu'abritant des unités industrielles importantes telles que la papeterie

d'Ambohimambola (PAPMAD), la JIRAMA, etc... tout en ayant une population encore largement concernée par l'activité rurale. Formés de multiples hameaux regroupant de 15 à 30 toits ou *tafo* l'ensemble des fokontany cités présentent une population de l'ordre de 2500 habitants. Les moins de 18 ans forment de 40 à 55, voire 60 % de la population totale. Les enfants en âge de scolarisation sont particulièrement nombreux. La population comme au niveau national est donc extrêmement jeune. Ce fait démographique entraîne pour la population active une charge importante et confère une acuité particulière au problème de l'emploi. Il est sans nul doute une des causes qui amorce, entre autres la salarisation des paysans pauvres et sans terre dans le secteur industriel, artisanal, voire tertiaire.

La population des fokontany étudiés dans la zone du Sud-Est se compose de paysans, d'ouvriers paysans, d'artisans-paysans, de quelques commerçants et d'un faible nombre d'employés de l'administration.

Les paysans, comme ceux qui s'adonnent à la double activité d'artisan-ouvrier ou d'ouvrier-paysan produisent essentiellement du riz pour leur consommation familiale, du maïs, du manioc et des patates ou *voly avotra* qui pallient en période de soudure l'absence de riz et constituent le reste du temps un complément d'alimentation aussi bien pour l'homme que pour les animaux. Les produits agricoles qui font l'objet d'une commercialisation régulière et procurent de ce fait un certain revenu sont dans cette zone l'ensemble des produits maraîchers, l'arachide dans une moindre mesure, l'ananas dans le cas du fokontany de Faliarivo.

Les légumes sont acheminés à pied, par taxi-be ou par camionnette vers le marché de Mandroseza, plus rarement vers le marché de gros d'Anosibe. Le problème du transport et de son coût forme le principal facteur limitant, avec l'exiguité des surfaces cultivées à l'accroissement du volume de produits transférés de la campagne vers la ville.

Il est à noter que le volume de produits commercialisés s'affaiblit à mesure qu'on s'éloigne du centre du firaisana et de la route goudronnée. Pour les fokontany éloignés de Faliarivo et d'Aminampanga, on constate une auto-consommation presque totale. Le lait, les oeufs, le miel font l'objet d'une commercialisation plutôt locale, les citadins venant s'approvisionner au village, les originaires du terroir installés en ville faisant également leur marché au village lors de leur retour hebdomadaire ou mensuel (1).

La structure foncière féodale reste dans toute cette zone extrêmement prégnante accompagnée d'un extrême morcellement de la propriété. Les propriétaires fonciers sont soit présents physiquement sur le terrain soit installés en ville, dans ce cas ce sont les *zanakam-pielezana*. Les terrains de rizières leur appartiennent tous ainsi qu'une partie des collines. Ils confient la mise en valeur de leur terre à des métayers, paysans pauvres ou paysans sans terre. On peut estimer que 80 à 90 % des rizières cultivées connaissent le mode de faire-valoir indirect du métayage assorti de la rente foncière en nature.

Le maraîchage est pratiqué sur des lopins individuels en bordure de rivière ou lorsque le riz a été récolté.

Si les bas-fond sont tous cultivés environ 2/3 des collines restent en friche par manque de capital technique et financier des paysans ou par refus des propriétaires de les prêter ou de les louer. Le reboisement, nécessité vitale pour faire face à l'érosion qui stérilise de plus en plus les sols de *tanety* rencontre l'hostilité des propriétaires fonciers inquiets à l'idée que les arbres drainent ainsi l'eau alimentant traditionnellement les rizières.

(1) A noter que l'élevage bovin, porcin et avicole n'est pratiqué que sur une petite échelle dans cette zone.

L'exiguité des parcelles en métayage, la faiblesse du potentiel productif, la ponction de la rente foncière rendent la récolte parfaitement impuissante à couvrir plus de 3 mois les besoins annuels d'une famille paysanne souvent composée de plus de 7 membres. En conséquence la salarisation permanente ou occasionnelle offre une issue de secours à toute une frange paysanne de plus en plus en voie de paupérisation.

La structure sociale fonctionne à partir d'un pouvoir patriarcal quasi incontesté qui se double d'un pouvoir gérontocratique des *ray aman-dreny* de la communauté villageoise. Le père et les aînés en général gèrent la production et le revenu familial, décident des unions matrimoniales et du partage du patrimoine lignager comme de la poursuite ou de l'interruption des études.

Les jeunes, premiers touchés par le manque de terre et désireux de secouer le carcan de la tutelle des anciens sont ceux qui quittent en plus grand nombre la simple activité agricole pour l'emploi industriel mais aussi pour des activités de tâcherons occasionnels, de cordonnier, de forgeron ou d'employé de maison en ville. Pour la plupart cette migration n'est toutefois que journalière, ils rentrent le soir au village.

Outre la papeterie PAPMAD et la JIRAMA la construction en 1980-1981 du CUR d'Antananarivo a offert à cette population de paysans-ouvriers un volume important de journées d'emploi.

Suivant les fokontany considérés ce sont de 25 à 50 % des paysans qui connaissent une bi-polarisation d'activité à titre permanent, mais de nombreux chefs de jeunes ménages étoffent leur revenu agricole par de petits travaux de construction, de réfection de tombeaux, etc... Rares sont ceux qui accèdent à un emploi dans l'administration et les quelques élus n'occupent que des fonctions subalternes de chauffeur ou de planton.

Le revenu tiré de l'activité salariée est en général faible : de l'ordre de 20 à 25 000 FMG, mais il offre la sécurité de la régularité.

Les activités artisanales sont très développées dans cette zone Sud-Est ; vannerie pour les femmes, (très peu rémunératrice) maroquinerie et menuiserie pour les hommes. Le développement de l'artisanat se heurte à de nombreux problèmes comme la difficulté d'approvisionnement en matières premières, l'écoulement sur le marché, l'exploitation des intermédiaires, ou encore le désintérêt des jeunes pour ce type d'activité.

Face à la pénurie des denrées de première nécessité, le problème du ravitaillement se pose aux paysans. En général un double circuit parallèle et concurrent, celui du *famatsiana* du fokontany et de la KOPAREMA coexistent, exclusifs l'un de l'autre et aux possibilités largement disproportionnées. Pendant les années 1981-1982 de dures pénuries, les KOPAREMA se multiplient bénéficiant de quotas importants de riz afin d'attirer une clientèle politique sinon désintéressée du moins nombreuse au parti gouvernemental de l'AREMA. Le ravitaillement constitue d'ailleurs un des points autour desquels se cristallise la lutte de partis interne aux fokontany et qui semble peu mobiliser l'ensemble de la masse paysanne.

Sont généralement présents dans les fokontany étudiés les partis de l'AREMA, de l'AKFM et plus rarement du MFM.

L'école, l'église sont les institutions autour desquelles, avec le ravitaillement tournent les oppositions politiques.

La localisation quant à la construction des écoles de base ; le contrôle de la paroisse et par là-même de la participation financière des *zanaka am-pielezana* au développement du fokontany polarisent les deux principaux partis rivaux et leurs adhérents dans leurs positions respectives.

La politisation dans les fokontany visités reste cependant de faible ampleur, la recherche des denrées de première nécessité accaparant l'essentiel du temps et de l'énergie de la masse paysanne. Ce sont les notables politiques locaux qui s'affrontent irréductiblement, tandis

que pour le paysan ou l'ouvrier-paysan, l'adhésion au parti gouvernemental n'a le plus souvent d'autre signification que la recherche d'une tranquillité maximum.

Les jeunes sont peu représentés dans les comités exécutifs des fokontany alors qu'ils participent majoritairement à l'animation culturelle et aux différentes commissions de surveillance ou d'entretien qui requièrent des individus vigoureux et disponibles. Sans doute faut-il voir dans le transfert de gérontocratie du pouvoir lignager traditionnel au pouvoir politique local une des causes de la bi-polarisation supérieure d'activité enregistrée parmi les jeunes chefs de famille.

1.2. *La zone Est de la capitale.*

La zone Est est particulièrement intéressante en tant que région-berceau de la féodalité merina. Nombre de princes et de hauts dignitaires de la monarchie ont vu le jour dans les fokontany qui s'échelonnent de part et d'autre de la route Tananarive-Tamatave. La mémoire collective témoigne de l'importance de ces fondateurs du royaume merina et la hiérarchie de castes reste extrêmement vivace dans ce terroir à la population nettement figée dans une stratification sans appel.

Parmi l'ensemble des fokontany étudiés nous en dégageons deux présentant des caractéristiques extrêmes ; Amoronakona et Andranosoa. Le premier se localise à moins de 10 km de la capitale, tandis que le second séparé de la ville par 20 km, est beaucoup plus enraciné dans sa ruralité. L'un est majoritairement peuplé de descendants d'anciens esclaves, déracinés autrefois des terres de leur maître par l'abolition de l'esclavage puis rejetés de villages voisins par suite de saturation démographique. L'autre présente intacte la stratification sociale de type féodal dans laquelle les descendants de la caste aristocratique contrôle rizières et souvent partie des *tanety*. Le rapprochement de deux cas aussi opposés est destiné à mettre en lumière les différentes étapes du processus de passage à la bi-polarisation d'activité des paysans-ouvriers.

Amoronakona est formé d'un immense marais progressivement grignoté par les laborieux efforts d'aménagement des paysans du fokontany. Les paysans sans terre, métayers, salariés agricoles dominent ce terroir pauvre dont le détournement de leur vocation agricole des superficies cultivables pour les besoins d'une briquetterie installée là pendant la période coloniale n'a fait qu'accentuer le dénuement. La population y est nettement plus jeune que la moyenne nationale et totalement sous formée du fait de l'absence d'école. Le salariat agricole auprès des propriétaires fonciers, l'activité salariée urbaine permanente ou occasionnelle, le travail à la PAPMAD sont autant de moyens de lutte contre le sous-emploi rural dû principalement au manque de terre. La population d'Amoronakona forme une communauté soudée par son origine de caste et mobilisée dans les années 1976 à 1978 dans une expérience de production collective. Regroupant quelques 150 personnes la coopérative mise sur pied en 1976 comme réponse aux pratiques sociales d'extorsion des propriétaires fonciers du voisinage échoue malgré des objectifs ambitieux par suite de facteurs aussi divers que les mauvaises conditions climatiques (sécheresse une année - inondation une autre), la malversation de certains responsables, la lutte d'hégémonie, sur le terrain, des différentes formations politiques rivales, l'opposition construite et efficace de la bourgeoisie foncière locale, le faible capital technique des paysans concernés ou encore le refus de l'appareil d'état de fournir des crédits de démarrage à l'opération.

A côté des paysans-ouvriers qui quittent nombreux journallement le fokontany, les simples paysans se rendent régulièrement en ville pour écouler leurs produits maraîchers. Un artisanat original de fabrication de seaux et autres objets en aluminium procure un revenu d'appoint à certains (1).

Andranosoa lui appartient au firaisam-pokontany d'Ambohimalaza, haut lieu de l'histoire merina, ce fokontany s'ennorgueillit d'être le lieu d'origine du prince

(1) Un seau est vendu 60 FMG au commerçant qui a fourni la matière première.

Ramahatra. Si la population comprend quelques commerçants et artisans, les paysans sont majoritaires. Ils étoffent un revenu agricole dérisoire par la vente des produits maraîchers et la fabrication du charbon de bois. Cette activité constitue l'originalité du fokontany.

Andranosoa correspond au village-type féodal. Les propriétaires terriens actuels sont les descendants du prince plus haut cité auxquels se sont ajoutés quelques *hova* ayant accaparé des terres grâce à l'usure. L'inégalité de la structure foncière est encore accentuée par le caractère morcelé et accidenté du relief : bas-fond encaissés et étroits. Les *zanaka am-pielezana* sont nombreux, ils ne reviennent que pour percevoir l'*ampany* et participer aux cérémonies lignagères. La rente foncière varie d'un tiers à la moitié de la récolte, on distingue selon ces deux cas les paysans *mpitelo* et *mpisasaka*. Utilisation du salariat et du métayage sont les deux techniques qui permettent aux propriétaires de continuer à mettre en valeur leurs terres. Ce rapport de métayage se retrouve dans l'élevage, seules les *voly avotra*, cultures sèches échappent à ce schéma. A l'école et à l'église se manifestent violemment les clivages de castes ainsi que lors des travaux collectifs de l'*asam-pokonolona* (1).

La pratique du métayage se perpétue en s'alimentant des rivalités artificiellement créées entre paysans sans terre par le jeu inégal, de l'offre et de la demande que manipulent habilement les propriétaires fonciers. Dans cet univers hautement hiérarchisé deux essais de coopératives voient malgré tout le jour en 1979 mais s'opposent aussitôt. L'un concerne un projet de sériculture qui reçoit l'appui financier et politique du parti gouvernemental, l'autre associe 19 familles de métayers qui entendent squatter les terres de *tanety* en friche des propriétaires absentéistes. Cette deuxième tentative restera au stade de projet par suite et de la réaction musclée des propriétaires et du manque d'appui de l'état. Du

(1) Il est quasi impossible de parvenir à faire travailler à une réalisation commune comme l'école, "andriana" et "mainty".

fait de la prégnance de la structure sociale et foncière féodale les paysans pauvres et sans terre du fokontany n'ont encore que des relations extrêmement épisodiques avec la capitale où ils se rendent de temps à autre pour vendre légumes et objets d'artisanat ; c'est une très faible minorité qui travaille en ville régulièrement.

Les propriétaires fonciers locaux contrôlent encore trop étroitement l'édifice social formé des anciens esclaves et des *hova* progressivement appauvris par les partages d'héritages pour que cette masse rurale puisse échapper au métayage ou au salariat agricole. La capitale relativement éloignée constitue certes un pôle d'attraction, mais inaccessible pour beaucoup.

La conservation en l'état des superstructures idéologiques féodales retardent paradoxalement le processus de départ permanent ou occasionnel vers des emplois urbains. L'exclusion de l'appropriation foncière si elle appelle la bi-polarisation d'activité agriculture - salariat urbain dans des lieux comme Amoronakona, socialement déstructurés, proche de la ville ou d'unités industrielles importantes n'entraîne pas systématiquement les mêmes effets dans des terroirs comme Andranosoa où les propriétaires terriens se refusent à voir leur échapper une main-d'oeuvre de métayers et de salariés agricoles sans lesquels ils ne pourraient poursuivre l'exploitation de leurs terres.

Dans une phase intermédiaire se situe le fokontany d'Antanambao village jouxtant le centre du firaisam-pokontany d'Ambohimangakely. Traversé par la nationale, il est facile d'accès, proche de la ville et si la structure sociale féodale y est toujours vivace, elle ne parvient pas à entraver un flux journalier qui se fait de plus en plus intense vers la ville. Antanambao-Ambohimangakely reflète parfaitement la réalité sociologique des nombreux gros villages placés en sentinelle tout autour de Tananarive à quelques 10 km du centre-ville. Sur ses 1500 habitants, la population des plus de 18 ans est de 700 personnes avec seulement environ 500 personnes réellement actives, 220 d'entre elles tout en conservant une activité agricole exercent en permanence ou sporadiquement une activité salariée urbaine ; 3/4 sont des hommes. Les femmes traditionnellement faiblement scolarisées et accaparées par le

ménage ou les enfants en bas âge se déplacent peu vers un emploi urbain. Elles jouent d'autre part un rôle capital dans la division sexuelle du travail propre au mode de production parcellaire dominant sur les Hauts-Plateaux. La production reposant sur la famille nucléaire, la femme se voit dévolue de nombreuses tâches, petit élevage, cultures sèches, potager, artisanat, soin du foyer, etc... Aussi lorsque le couple, pour de multiples raisons, ne parvient plus à survivre du seul revenu agricole est-ce l'homme qui prend chaque jour le chemin de la ville. Ce sont uniquement les femmes d'un certain âge, libérées des enfants qui peuvent se livrer à un emploi salarié urbain.

Nous donnons à titre indicatif, parce que les chiffres sont représentatifs de ce qui se passe dans de nombreux villages de même profil, la répartition par secteurs d'activité et par sexe de cette population encore concernée par l'activité agricole par conjoint interposé mais déjà intégrée dans l'activité urbaine.

En pourcentage :

	Hommes	Femmes	Ensembles
Transport	21,6 %	0,5 %	22,1 %
Commerce	13,3 %	7,8 %	21,1 %
Services	12	4,6 %	16,6 %
Artisanat	12	7 %	19 %
Petits métiers	3,2 %	3,2 %	6,4 %
Industrie	11,1 %	0,9 %	12,0 %
Profession libérales	0,5 %	-	0,5 %
Non identifiés	1,8 %	0,5 %	2,3 %
TOTAL	75,5 %	24,5 %	100 %

Le secteur du transport domine chez les hommes en particulier dans la tranche d'âge des 25-40 ans. L'activité de commerce semble intéresser les hommes de plus de 45-50 ans. Ce type d'occupation vient souvent parachever un parcours social en tant qu'activité de retraite. Le terme de commerçant recouvre des réalités très disparates, mais le plus souvent le commerce en question se résume à une gargotte ou à la vente occasionnelle d'une production artisanale familiale ; très rarement le "commerçant" déclaré participe au secteur moderne des échanges.

Dans le secteur artisanal ce sont également les hommes d'âge mûr qui sont les plus nombreux ; le savoir-faire s'acquiert et se perfectionne avec le temps, de plus les horlogers, menuisiers, tailleurs de plus de 50 ans sont ceux qui ont bénéficié pendant la colonisation d'une certaine formation professionnelle. Les femmes qui se salarient en ville s'adonnent surtout au commerce de gargotte et aux petits métiers d'artisanat ou de services. Là encore ce sont les femmes âgées qui sont sur-représentées dans cette catégorie.

Par rapport à la zone du Sud-Est, cette zone de l'Est de la capitale présente une originalité résidant en ce que la classe d'âge la plus concernée par la bi-polarisation d'activité est celle des plus de 30-35 ans. Cette constatation peut à priori surprendre puisque ce sont généralement les cadets que la pression démographique sur les terres chasse de la campagne. Deux éléments d'explication peuvent être avancés : dans de nombreuses familles les aînés se salarient pour permettre à leurs cadets de poursuivre des études. D'autre part ce sont ces aînés qui possédant quelques terres de part leur statut doivent faire face aux dépenses d'agriculture telles que la rémunération des salariés saisonniers. Ce sont toujours eux qui de par leur âge possèdent le plus de bouches à nourrir.

Au sein de cette zone Est nous avons décidé de réaliser et de présenter la monographie détaillée d'un fokontany celui de Behitsy particulièrement représentatif de par la proximité de la capitale, l'existence proche d'unités industrielles, la prégnance de la structure sociale

féodale et la prédominance parmi la population d'une activité rurale traditionnelle doublée d'une activité de maraîchage.

Ce fokontany se situe à 12 Km de la ville, il compte 550 habitants et une population active de 247 personnes ; 130 femmes et 117 hommes. Environ une vingtaine de chefs de famille exercent en ville un emploi salarié permanent. A côté d'eux de nombreux villageois se salarient occasionnellement en ville ou dans les fokontany voisins en tant que tâcherons à la journée. Nous excluons volontairement de notre enquête le recours au salariat agricole qui ne fait pas partie de notre étude. Salariés occasionnels et permanents confondus ce sont environ 50 % de la population active masculine qui tirent un revenu plus ou moins régulier de la ville. Nous avons sélectionné parmi les chefs de famille concernés par la migration journalière 7 cas représentatifs offrant une variété d'activité, de revenu et de situation eu égard à la propriété foncière.

Les résultats bruts

Les 7 personnes enquêtées sont respectivement Aide-magasinier, chauffeur de la commune, vendeur de journaux, menuisier, gardien dans une ferme d'Etat, jardinier dans un centre de Recherche et adjoint de santé. Ainsi 4 appartiennent à l'administration, 2 à des sociétés privées, 1 le vendeur de journaux exerce un petit métier. Ils occupent pour la plupart un emploi salarié depuis plusieurs années et ont même avant le présent emploi rempli d'autres fonctions.

METIER	: ANCIENNETE	: EMPLOI ANTERIEUR	: SATISFACTION
Aide-magasinier	: 16 ans	: Jardinier	: +
Chauffeur Commune	: 8 ans	: -	: +
Vendeur journaux	: 24 ans	: Imprimerie	: -
Menuisier	: 2 ans	: Paysan	: +
Gardien	: 15 jours	: Marchand ambuliant	: -
Adjoint santé	: 19 ans	: -	: +
Jardinier	: 6 ans	: -	: +

5 sur les 7 enquêtés présentent une très grande stabilité d'emploi, 2 émettent de grandes réserves sur la satisfaction quant à leur travail. Perte de rentabilité pour le vendeur de journaux, manque de sommeil pour le gardien, constituent les griefs avancés contre la profession exercée. Ce sont les réseaux de connaissances qui ont le plus souvent permis de trouver l'emploi et les raisons mentionnées pour justifier le recours à l'activité urbaine sont les suivantes : terres insuffisantes, famille trop nombreuse, aspect peu rémunérateur du travail agricole, destruction des récoltes par l'inondation. Ces différents facteurs se conjuguent.

L'échelle de salaires des enquêtés est la suivante :

	- de 15 000 FMG	15 à 30 000 FMG	+ de 30 000 FMG
Jardinier		X	
Adjoint santé		X	
Gardien	X		
Menuisier		X	
Vendeur journaux	X		
Magasinier		X	
Chauffeur Commune			X

Le salariat urbain est loin de fournir un revenu important ; le manque de formation, le faible niveau scolaire font que les paysans-candidats à l'emploi urbain ne parviennent à occuper que des emplois subalternes. Le fokontany ne dispose d'aucune école et les enquêtés n'ont pas dépassé le niveau du cours moyen.

Bien que faible le salaire tiré de l'activité urbaine offre l'avantage décisif d'être stable et régulier. L'organisation du travail salarié urbain ménage de nombreuses plages de temps disponibles pour la poursuite des travaux culturels. Le chauffeur de la commune et l'adjoint de santé bénéficient ainsi du fait de la pénibilité de leur travail ou des gardes successives de cumuls de jours

de congé qui les satisfont pleinement. Le travail industriel fonctionnant sur le principe des 3 X 8 attire également les paysans puisqu'il réserve des demies-journées de répit qui peuvent être employées aux labours ou au piétinage des rizières que les femmes ne peuvent prendre en charge.

En ce qui concerne la propriété foncière nous avons dû procéder par évaluation approximative à partir du nombre de repiqueuses utilisées. Parmi les hommes interrogés 3 sont propriétaires, 1 ne possède aucune terre et en prend en métayage, 1 autre, le jeune menuisier, aide à la mise en valeur du patrimoine terrien familial ; 2 possèdent des micro rizières et les complètent par des parcelles en métayage.

Les 3 propriétaires n'excèdent guère l'hectare et demi, les 2 très petits propriétaires de 20 et 6 ares prennent en métayage des parcelles importantes puisque selon nos estimations ils cultivent aux alentours de 2 et demi à 3 ha. Le jardinier, seul réel paysan sans terre demeure un petit métayer.

Il paraît y avoir un lien entre la possession de la terre et le volume du salaire urbain. Celui-ci permet sans nul doute l'agrandissement par achat, du patrimoine foncier. Par contre la superficie des terres prises en métayage n'est pas corrélée avec le montant du salaire obtenu en ville, sans doute faut-il prendre en compte d'autres facteurs comme l'importance de la main-d'oeuvre familiale disponible, les créneaux de temps libre laissés par le travail urbain et les plans personnels de chacun.

Soulignons que l'ensemble des enquêtés recourent aux salariés agricoles pour mettre en valeur les terres personnelles ou en métayage. Seul le gardien de la Ferme d'Etat utilise également l'assistance du *valin-tanana*, encore rachète-t-il la moitié des jours de travail prêtés. On assiste donc à une complète monétarisation des rapports sociaux de production. Les ouvriers-paysans se font les vecteurs, parmi d'autres, de la généralisation du salariat agricole et du mode de production marchand.

Que les ouvriers-paysans aient reçu leur terre en héritage ou qu'ils l'aient achetée, qu'ils prennent en métayage des parcelles importantes ou plus modestes le fait significatif est qu'ils préfèrent faire travailler ces terres par des salariés agricoles plutôt que de s'adonner eux-mêmes à l'agriculture à temps complet. Il apparaît dans tous les cas plus rentable de procéder à une mise en valeur par personnes interposées en utilisant le temps ainsi laissé disponible pour une activité salariée urbaine sinon très lucrative tout au moins dont les fruits sont moins aléatoire.

5 sur 7 des personnes interrogées cultivent des produits vivriers totalement autoconsommés, tandis que la totalité pratique les cultures maraîchères destinées à la vente et dont le bénéfice permet l'entretien quotidien du ménage, la satisfaction des besoins courants et des frais de scolarisation des enfants. Les produits d'élevage : poulets, oies, dindes, oeufs apportent à certains un complément de revenu substantiel. Ainsi le vendeur de journaux commercialise en moyenne 80 animaux par an et quelques 200 oeufs par saison ce qui lui procure un revenu de l'ordre de 110 000 FMG par an contre 156 000 FMG tirés de son activité citadine.

Ce sont le vendeur de journaux, le gardien de la Ferme d'Etat et le magasinier qui dégagent le plus fort revenu de la vente de leurs produits agricoles ou d'élevage. Les deux derniers sont ceux qui ont pris le plus de parcelles en métayage.

Nous donnons ici, à titre d'exemple le cas du magasinier pour la répartition de ses produits agricoles et d'élevage entre les différents postes (vente - auto-consommation - semences etc...). Il se trouve être parmi les plus forts revenus.

DESTINATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET D'ELEVAGE
CAS DE L'AIDE-MAGASINIER

	Semences	Nourriture animaux	Vente	Dons : famille	Rente : foncière	Consommation familiale
Légumes	1 kg	dechets	ananas 25 sobias choux 60 poireaux 9 ballots			1/3 recolte 30 choux 1 maille
Fruits						
Riz	40 fahefany	son paille	-		1/4 de 150 fa- hefany	3/4 150 fahe- fany
Manioc	30 soubiques boutures	5kg/semaine	à la demande		1/4 rē- colte	
Patates douces						totale
Sonjo						totale
Volailles	-	-	variable - 10			faible partie

Il semble donc bien que le calcul ayant présidé au choix du cumul d'une activité urbaine et d'une mise en valeur, par salariés agricoles interposés d'importantes parcelles en métayage soit cohérent puisque les trois personnes plus haut citées améliorent par leur production personnelle, sensiblement et leur propre approvisionnement et leur revenu.

Par contre la bi-polarisation d'activité ne semble guère déboucher sur un financement accru de l'agriculture. Le salaire urbain sert avant tout à payer les salariés agricoles et à accroître les superficies mises en culture, mais les moyens de production restent rudimentaires. Si 4 sur 7 enquêtés déclarent avoir avec leur revenu urbain acheté des outils de base, aucun n'a jamais acquis grâce aux disponibilités financières obtenues à l'extérieur, une

charrue, une sarcleuse ou tout autre petit matériel agricole. Les quelques sommes engagées le sont donc en fait uniquement pour renouveler les instruments usés. Loin d'entraîner la modernisation de l'agriculture et des façons culturales le salaire tiré de l'activité urbaine développe au contraire la pratique du salariat agricole. On pallie ainsi à la faiblesse technologique par la multiplication des bras. Plus les parcelles en métayage sont importantes et plus l'ouvrier-paysan recrute de main d'oeuvre temporaire ou permanente et plus il peut satisfaire les besoins familiaux en riz, sans pour autant vendre davantage. Tout se passe comme si le revenu tiré de l'activité urbaine ou extérieure au village concourrait à parfaire le système d'auto-consommation de la cellule familiale semi-paysanne. A salaire égal et à niveau de vie égal, la majorité des paysans-ouvriers interrogés déclarent préférer rester à la campagne plutôt que d'aller s'installer définitivement en ville. Ce résultat ne laisse planer aucun doute sur le réel ancrage de cette couche sociale dans le tissu rural. Economiquement elle y subsiste mieux, socialement elle s'y sent plus à l'aise.

Pour clore le compte rendu de ces données brutes nous livrons ci-après quelques uns des budgets familiaux les plus complets.

Afin de comparer au sein du même village le revenu des paysans-ouvriers à celui des simples paysans nous avons interrogé parmi ces derniers deux chefs de ménages, l'un a 67 ans, l'autre 50.

Le premier cultive 1 ha de rizière et 1 ha de colline. Il consacre l'essentiel de son temps aux légumes mais produit aussi du manioc et du maïs sur les bordures de ses parcelles. Il utilise 80 repiqueuses pour les rizières et salarient environ 30 hommes sur les cultures sèches et maraîchères. Il possède deux zébus qu'il emploie dans les travaux agricoles en particulier pour le labour et le piétinage. Une partie des terres de rizière qu'il met en valeur est prise en métayage sans que l'on ait pu lui faire préciser la proportion. Sa production de riz est de 2 tonnes dont 1/3 va au propriétaire, ce qui semble signifier que la quasi totalité des terres de rizière qu'il travaille appartient à un autre.

Revenu annuel en FMG pour l'année 1981

Aide-magasinier

Recettes		Dépenses	
Revenus produits agricoles	30 000	Nourriture	42 000 riz 23 400 sucre 15 600 café 2 400 sel
Revenus produits élevage	6 000		
Revenu artisanat			
salaire masculin	300 000		83 400
salaire féminin			
pensions		Loyer	-
divers		Ecolages	7 500
pêche		Santé	-
		Transport	48 000
		Achat engrais	6 250 1 500
			7 750
		Salaires	24 000 8 750
			32 750
		Vêtements	30 000
TOTAL	<u>336 000</u>	TOTAL	<u>209 400</u>

Vendeur journaux

Recettes		Dépenses	
Revenus produits agricoles		Nourriture	141 000
Revenus produits élevage	108 250	Loyer	-
Revenu artisanat		Ecolages	7 700
salaire masculin	156 000	Dépense santé	3 000
salaire féminin		Transport	31 200
		Achat engrais	3 000
		semences	
		Salaire	
		Vêtements	10 000
TOTAL	<u>264 250</u>		<u>195 900</u>

Jardinier dans un Centre National de Recherches

Recettes		Dépenses	
Revenu produits agricoles	15 000	Nourriture	30 000
Revenu produits élevages	-	Loyer	-
Revenu artisanat	-	Ecolage	36 000
salaire masculin	240 000	Dépenses santé	-
salaire féminin	-	Transport	28 600
Pension	-	Achat engrais	3 000
Divers	-	semences	-
		salariés	-
		Vêtements	10 000
	<u>255 000</u>		<u>107 600</u>
	=====		=====

Gardien dans une Ferme d'Etat

Recettes		Dépenses	
Revenu produits agricoles	41 000	Nourriture	70 000
Revenu produits élevage	-	Loyer	-
Revenu artisanat	-	Ecolages	-
Salaire masculin	96 000	Dépenses santé	-
Salaire féminin	-	Transport	2 000
Pensions	-	Dépenses engrais	-
Divers	-	semences	2 050
Pêche	50 000	salaires	2 100
		Vêtements	25 000
		Objets du Ménage	-
	<u>187 000</u>		<u>101 150</u>
	=====		=====

Il possède quelques volailles qui sont vendues quant se fait sentir un besoin précis d'argent : achat de vêtements pour les enfants ou paiement des écolages.

Sa production rizicole est insuffisante à nourrir la famille tout au long de l'année. A partir du mois d'Août il doit souvent acheter du riz au fokontany.

Le coût du transport des légumes s'élève à 150 FMG par soubique s'il emprunte le bus ou le taxi-brousse. S'il recourt à un transporteur spécial, et ce lorsque la quantité est trop importante, le voyage peut lui coûter de 3 500 FMG, s'il s'agit d'une camionnette de manioc, à 7 500 FMG s'il s'agit de choux-fleurs. Il vend sa production au marché de gros d'Anosibe.

Il estime son revenu à environ 150 000 FMG par an, avec lequel il fait vivre 6 personnes (1).

Si on lui donne le choix, à revenu égal, de rester au terroir ou d'aller s'installer en ville, il choisit de rester. Il se satisfait de sa production qui fait vivre tant bien que mal sa famille et déplore que les fils de paysans ne veulent plus être agriculteurs.

Le second paysan rencontré a 50 ans, il met en culture 1/2 ha de rizière et 1/2 ha de légumes. Il possède une terre mais prend aussi des parcelles en métayage. Sa production de riz est de 800 kg. Sa récolte ne parvient pas à satisfaire les besoins familiaux d'autant plus qu'il a 12 personnes à nourrir. Il recourt à de nombreux salariés pour le sarclage, le repiquage et la récolte. Il possède une vingtaine de volailles.

Il vend ses légumes sur place à Ambohimangakely. Il estime son revenu aux alentours de 100 000 FMG. Comme le premier paysan il préfère rester au terroir plutôt que de tenter l'aventure urbaine : la vie simple lui convient et il n'envisage pas de troquer le "malabar" contre les habitudes citadines.

Dans les deux cas le revenu dégagé par la seule pratique agricole est nettement inférieur à celui tiré du cumul d'une activité urbaine et de l'agriculture.

(1) Revenu annuel

Les deux paysans possèdent des superficies insuffisantes et adjoignent à leur lopin personnel des parcelles prises en métayage. Comme leur voisin qui quitte journalièrement le terroir pour la ville ils recourent souvent et de manière importante aux salariés agricoles pour mener à bien leurs travaux.

Bien que nettement moins à l'aise que les paysans-ouvriers, les simples paysans ne sont cependant nullement attirés par le mirage de la ville. Pourtant leur situation est infiniment précaire puisqu'en fait ils assument les mêmes coûts de production, au niveau des salaires à distribuer, tout en ne pouvant compter pour ce faire sur la sécurité d'une rémunération urbaine stable et régulière.

Cette rapide confrontation entre les deux catégories d'habitants du fokontany de Behitsy permet de constater que les paysans-ouvriers qui soit par relation, soit par chance ou par parenté ont pu obtenir un emploi urbain résolvent à leur manière deux problèmes importants qui se posent au simple paysan ; celui de l'exiguïté de la propriété foncière qui oblige à multiplier les parcelles en métayage ; celui corollaire qui veut que plus la superficie à cultiver est importante plus le recours aux salariés agricoles est indispensable et plus sont élevés les coûts de production auxquels il faut faire face.

Le salaire urbain permet l'extension des surfaces prises en métayage parce qu'il facilite le financement des salariés agricoles. Le simple paysan, pour survivre doit aussi suivre le même schéma, mais ne disposant pas de l'apport régulier qu'est le salaire urbain son revenu s'en trouve d'autant diminué.

1. 3. La zone Nord de la capitale

Les fokontany étudiés dans cette zone se répartissent de part et d'autre de la nationale Tananarive-Anjozorobe selon deux ensembles bien distincts ; un premier bloc situé dans un rayon de 17-19 km de la capitale, un second plus proche organisé autour de l'unité industrielle de la SOMACOU et distant de 8 km de Tananarive. La dizaine de km qui sépare ces deux terrains conditionne de notables différences de contextes quant à la problématique des rapports ville-campagne.

Le bloc des fokontany éloignés visités comprend Lazaina-Ambohitrimanga-Tsarahonenana-Manandriana soit environ une population de 3000 personnes, 175 familles ont été interrogées. La population active va de 40 à 50 %.

Ce qui caractérise cet ensemble de communautés villageoises c'est tout d'abord l'éloignement avec son corollaire la difficulté de transport. Les problèmes de communication réduisent le recours au salariat urbain (parmi les ouvriers-paysans, ou employés-paysans quelques uns ne peuvent revenir qu'en fin de semaine), mais ils posent également des problèmes quant à l'évacuation des produits agricoles et expliquent sans doute le faible volume de produits agricoles transférés régulièrement vers la ville. Ce "relatif" éloignement exerce en outre son effet sur la scolarisation secondaire des enfants des fokontany. Seuls 2 ou 3 enfants originaires des fokontany visités poursuivent des études en ville.

La situation des quatre fokontany cités eu égard au problème de l'éloignement et du transport est hétérogène ; les villages en bordure de nationale bénéficient du passage régulier des taxis-brousse, tandis que ceux comme Ambohitrimanga et Tsarahonenana reliés à la route goudronnée par une piste dégradée se trouvent isolés en période de pluies.

Malgré ce principal facteur limitant de nombreux chefs de famille s'adonnent au travail salarié urbain soit dans des entreprises comme la COMETA, MACOMA, SOGEDIS, STAR parmi les plus citées, soit dans le cadre de petits métiers de chauffeur, de gardien, de mécanicien et même de *mpanera* pour les billets de taxi-brousse, le démarchage des appartements à louer ou même le dispatching des poussettes du marché de gros d'Anosibe. Très rares sont ceux qui intègrent l'administration et dans ce cas c'est dans des emplois subalternes.

Ce qui a été décrit précédemment à propos de la structure foncière reste ici valable c'est pourquoi l'on trouve beaucoup de métayers parmi les ouvriers-paysans. Dans la plupart des cas quelques familles ont autrefois accaparé la terre d'un village. Avec la croissance démographique et les migrations internes, il y a eu saturation des surfaces cultivables et développement des modes

de faire-valoir indirects.

Comme ailleurs la production rizicole est insuffisante à couvrir plus de trois ou quatre mois les besoins d'une famille composée en moyenne de 7 personnes. A l'existence des parcelles s'ajoute comme à Ambohitrinimanga la fréquence des inondations qui détruisent toute ou partie de la récolte. On ne vend du riz que dans de très rares cas de besoins pressants d'argent ou d'impossibilité de stockage et les termes de l'échange entre prix des produits de première nécessité et prix du riz sont totalement faussés dans la période de pénurie des années 1981-1982. Pour se procurer un savon au marché noir il faut alors vendre 10 kg de paddy qui feraient vivre une famille de 6 personnes pendant 5 jours.

A côté du riz les fokontany concernés produisent des cultures sèches traditionnelles, pratiquement toutes auto-consommées. Les légumes apportent des revenus complémentaires intéressants ; Tsarahonenana se spécialise dans les haricots et les concombres ; Manandriana, les tomates et les haricots. La vente se fait la plupart du temps sans intermédiaires, par les femmes, sur les marchés hebdomadaires de Sabotsy-Namehana, d'Andravohangy et d'Anosibe par ordre de proximité décroissante. Même dans ce domaine du maraîchage on enregistre au moment de l'enquête une certaine stagnation sans doute partiellement imputable à l'exploitation dont les paysans ou paysans-ouvriers font l'objet de la part des transporteurs.

La caractéristique de cette zone Nord éloignée réside dans la pratique de l'élevage surtout porcin, mais aussi avicole et même laitier. De dimension généralement modeste cet élevage peut être rentable comme à Lazaina pour les porcs. Il est intéressant de noter que dans cette zone les revenus tirés aussi bien de l'activité agricole qu'urbaine sont davantage qu'ailleurs restitués à l'agriculture sous forme de produits vétérinaires, d'achat d'engrais ou de semences. Cependant tout comme à l'Est et au Sud-Est de la capitale on ne relève pas de cas d'achat d'équipement agricole conséquent. Le revenu agricole étant insuffisant, de nombreux paysans le complètent par la commercialisation de produits d'artisanat ; couture - bijouterie - sisal travaillé pour Manandriana, vannerie pour Ambohitrinimanga.

La menuiserie et la maçonnerie occasionnelles apportent quelques revenus d'appoint.

On enregistre une forte scolarisation, accompagnée d'un bon taux de réussite dans le primaire parmi ces fokontany sans toutefois que les adolescents puissent espérer poursuivre des études secondaires que ni le revenu familial ni l'éloignement et les difficultés de transport ne rendent possible. La pression démographique sur les terres étant telle, les jeunes connaissent le chômage rural. Certains spéculent sur les pénuries et les carences dans l'approvisionnement et vivent de la revente sur place du riz et des autres PPN. Le produit de cette activité est souvent employé à parier dans des jeux de hasard ou affecté à l'achat de boissons alcoolisées. Les anciens des villages visités se plaignent du relâchement général qu'ils observent parmi les jeunes quant au respect des valeurs traditionnelles.

Une autre fraction de la jeunesse paysanne tente par des expériences de production collective de pallier au manque de terres et s'auto-organise. C'est le cas à Ambihitrimanga où s'est créée une coopérative de production et de commercialisation, la T. M. T. A. *Tanora Mahatsapa Tenan'Ambohitrimanga*, c'est aussi le cas à Tsarahonenana où un groupe de jeunes s'est lancé dans une culture collective d'arachide et de manioc sur *tanety*. Une fois la parcelle aménagée et mise en culture le propriétaire s'est manifesté et a repris sa terre, décourageant par là toute nouvelle tentative. Presque partout les jeunes sont les premiers à utiliser les pratiques d'entraide du *valin-tanana* pour déjouer la faiblesse des forces productives à leur disposition.

De temps en temps ce sont les adultes, les anciens et les élus qui essaient d'organiser les jeunes pour lutter contre oisiveté et délinquance potentielle. A Tsarahonenana les dirigeants du *fokontany* essaient en 1981 de regrouper les jeunes artisans, artistes et sportifs ; après un début prometteur les jeunes abandonnent cette structure lui reprochant d'être un instrument de politisation et de manipulation (1). Au niveau des solutions individuelles,

(1) Cette association se trouve l'enjeu de la lutte politique que se livrent l'AREMA et l'AKFM.

les jeunes se salarient souvent auprès des propriétaires fonciers. A Tsarahonenana et à Manandriana ils s'engagent dans une ferme moderne qui s'est installée sur le sol du *fokontany*. Nombreux sont les jeunes de ces villages qui ont à un moment quitté le village pour tenter l'aventure de la ville ; ils en sont revenus bredouilles et leur exemple dissuade désormais leurs cadets qui hésitent à essayer la honte d'un retour sans gloire. Par contre l'emploi salarié urbain avec retour quotidien au village paraît une solution beaucoup plus sécurisante, même si l'activité exercée est peu prestigieuse.

Le bloc des *fokontany* "rapprochés", de la zone Nord parmi lesquels nous avons mené l'enquête est distant de 8 km du centre de la capitale ; il est formé de : Manjaka - Ambohipanja - Ankadikely dans le *firaisam-pokontany* d'Ankadikely et Ilafy dans le *firaisam-pokontany* d'Ilafy. Leur population oscille entre 1500 et 2500 habitants. Les quatre lieux visités totalisent quelques 8700 habitants ; essentiellement des jeunes, puisque la population active va de 30 à 45 % de la population totale.

Cette zone se caractérise par la présence de deux unités industrielles, la SOMACOU et la SOFADIPOI.

De nombreux migrants se sont agrégés au peuplement initial attirés là autrefois par l'existence de terres disponibles et beaucoup plus récemment par le pôle d'emploi que forme la SOMACOU.

Toute la région d'Ilafy est marquée du sceau de la féodalité merina, elle abrite un *rova* et de multiples tombeaux de dignitaires et descendants royaux. Hagamainty est un de ceux, premier conseiller du roi Andrianampoinimerina selon les dires des habitants, dont le nom reste présent dans la mémoire collective. La stratification de caste reste très vive et présente dans ce terroir. L'inégalité de la structure foncière jointe à l'implantation d'unités industrielles dans la localité a pour effet de développer à la fois le métayage et la salarisation dans les entreprises proches ou en ville. La bi-polarisation d'activité gagne du terrain et il reste peu de vrais et simples paysans sur place. Aux abords des unités industrielles on enregistre même une supériorité numérique de la population ouvrière par rapport à la population rurale. Au niveau

de l'appropriation foncière féodale plusieurs faits méritent d'être soulignés. Les migrants, les jeunes et la paysannerie pauvre ont d'autant moins accès à la terre que les propriétaires fonciers refusent systématiquement de vendre leur "tanindrazana" conçu comme lieu privilégié d'identification sociale ou même de le prêter craignant d'éventuelles revendications ultérieures de propriété de la part des métayers. Le livre rouge ne proclame-t-il pas "la terre à ceux qui la travaillent" ?

Par ailleurs un phénomène nouveau lié à la bi-polarisation d'activité se fait jour dans la zone eu égard aux pratiques du métayage. De plus en plus de métayers appartenant à la catégorie des ouvriers-paysans préfèrent et parviennent à imposer aux propriétaires fonciers un acquittement de la rente foncière non plus en nature mais en espèce. Ils conservent ainsi l'intégralité de leur production rizicole pour les besoins familiaux et rémunèrent le prêt de la terre grâce au salaire industriel. D'autre part il se développe actuellement parmi les propriétaires fonciers deux démarches contradictoires. Beaucoup de *zana-kam-pielezana* installés en ville, pour lutter contre le morcellement de la propriété, rassemblent leurs parcelles entre parents de manière à reconstituer une sorte de propriété indivise confiée à la garde et au travail d'un descendant des anciens esclaves de la famille. Le lien qui unit ce type de métayers à leur propriétaire s'il est objectivement un lien d'exploitation est loin d'être toujours perçu en tant que tel par la victime. Le paternalisme en usage dans les rapports propriétaires/métayers oblitère le plus souvent pour ces derniers la véritable nature du contrat. Ce regroupement des parcelles a pour effet de diminuer l'offre pour les candidats-métayers et d'accentuer ainsi la paupérisation de la paysannerie sans terre (1).

Une autre tendance intervient simultanément parmi les propriétaires terriens, elle consiste en un retour au terroir d'origine d'une frange non négligeable de *zanaka am-pielezana*. Les multiples difficultés du quotidien citadin

(1) Nous donnons à l'issue de la description de cette zone Nord d'Ilafy un exemple de budget familial d'un paysan métayer.

entraînent de plus en plus les propriétaires fonciers à revenir au village. Ce phénomène s'ajoutant au précédent restreint encore pour la paysannerie pauvre et sans terre la possibilité de continuer à pratiquer l'activité agricole.

Pour la bourgeoisie foncière qui a su s'intégrer au pouvoir politico-administratif ou au secteur de l'industrie les terres familiales à la campagne sont détournées de leur vocation agricole et utilisées pour la construction de résidence secondaire de vacances et de week-end. Là encore le résultat va dans le sens d'une exclusion définitive de la terre de la paysannerie pauvre. La prégnance des hiérarchies féodales malgré la prolétarianisation d'une partie importante de la population des villages se traduit également en dehors de la terre par une ségrégation scolaire aussi bien que religieuse. Les enfants de paysans et d'ouvriers fréquentent l'école publique, les enfants des propriétaires fonciers des écoles privées. Il est à noter en ce qui concerne l'école qu'il existe un taux de scolarisation assez fort dans cette zone et dans le primaire bien que certains fokontany comme Ambohipanja n'ait pas leur propre école. Toutefois ce sont surtout les enfants d'ouvriers-paysans ou d'ouvriers tout court qui suivent assidûment les cours, l'école étant assimilée par leurs parents à une garderie, tandis que les enfants de paysans sont beaucoup plus absentéistes et irréguliers dans leur résultat. Leur parent préfère conserver au moment des grands travaux agricoles la force de travail qu'ils représentent plutôt que de les envoyer dans une école dont ils savent qu'elle ne les mènera de toute façon nul part.

Au niveau religieux, soulignons que la même ségrégation sociale existe. La population est loin d'oublier ses divisions dans l'amour divin. Les anciens nobles sont en général de religion protestante tandis que les descendants d'esclave adhèrent au catholicisme. Toutefois dans la zone Nord des fokontany proches de la ville on observe une pratique religieuse extrêmement relâchée. Certains fokontany comme Manjaka ne disposent d'aucun lieu de culte. La population explique cet état de fait par la présence dans le terroir de tombes de sorciers royaux ensevelis avec leurs fétiches et qui interdiraient l'édification

d'église ou de temple. Le christianisme a donc très peu pénétré ce milieu.

L'urbanisation croissante du terroir, l'exclusion de la terre de la majorité paysanne, l'importance des vols enregistrés dans les champs, la présence d'unités industrielles poussent toujours davantage les paysans, en particulier les jeunes à abandonner l'activité agricole ou tout au moins à la conjuguer avec un emploi salarié. En 1979 soixante quinze jeunes paysans sans travail sont recrutés pour aller construire une route dans le Nord du pays. De nombreux autres jeunes se rendent en ville, mais l'exutoire le plus courant constitue la SOMACOU voire d'autres entreprises plus modestes du lieu.

Ce sont surtout les hommes de 25 à 30 ans qui s'engagent à la SOMACOU, l'organisation du travail en trois équipes qui effectuent chacune 8 heures et la rotation des équipes permettent aux ouvriers-paysans de conserver une activité agricole et/ou d'élevage. Ce dernier est toutefois peu développé dans cette zone malgré la présence d'un centre reproducteur porçin qui encadre cette activité. Le riz, le manioc et le maïs, l'arachide sont les cultures les plus courantes, mais cette zone commercialise peu. Les produits maraîchers sont vendus sur le marché de Sabotsy Namehana, quelquefois à des collecteurs. Cette région se caractérise par la faible ampleur du transfert de produits agricoles de la campagne vers la ville. Les rizières étant saturées les paysans ou paysans-ouvriers n'ont guère la ressource de cultiver les *tanety*, leur aménagement nécessitant de gros investissements et une main d'oeuvre importante. Dans certains *fokontany* l'activité artisanale vient étoffer le revenu agricole, c'est le cas par exemple à Ilafy où existe une tradition de travail du sisal. Le sisal est traité pour la production de cordes. Un individu fabrique jusqu'à 100 cordes par semaine, vendues en gros en ville à 25 FMG la pièce. Cette activité se réalise en été, elle exige beaucoup de temps mais se révèle peu rémunératrice.

La présence de la SOMACOU à équidistance des *fokontany* enquêtés s'avère sociologiquement et économiquement importante. Elle favorise l'abandon partiel des activités agricoles. Ses ouvriers finissent actuellement par former

la majeure partie de la population active de fokontany comme Manjaka, Ankadikely et Ilafy et introduisent une mentalité ouvrière nouvelle dans une zone traditionnellement rurale et profondément enkystée dans ses pratiques féodales. La SOMACOU dynamise l'économie des *fokontany* riverains par les rémunérations qu'elle sert ; elle contrôle, canalise et cristallise par ailleurs la vie politique locale et ce à plusieurs niveaux. Les syndicats se disputent à l'intérieur de l'entreprise les faveurs de la masse ouvrière en se livrant une lutte sans merci. Le SEREMA a perdu depuis ces trois dernières années sa situation de monopole puisque la TM, syndicat du MFM et le syndicat du MONIMA ont pris pied dans l'usine. La politisation dans l'entreprise est assez importante, à la mesure de l'activisme politique que mènent les leaders des différentes formations syndicales rivales. Les luttes ouvrières dans l'entreprise ne restent pas sans impact sur la vie politique interne des fokontany avoisinants déjà marquée par une violente concurrence entre les deux formations de l'AREMA et de l'AKFM. Les syndicats présents dans l'usine sont affiliés chacun à un des *vondrona* politiques qui s'affrontent dans la collectivité décentralisée qu'est le fokontany. Un fait intéressant mérite d'être souligné quant aux motivations profondes présidant à l'adhésion à tel syndicat ou parti politique, il consiste en ce que les ouvriers-paysans et les simples ouvriers sont majoritairement intégrés dans l'usine à la structure politique du MFM, alors que dans leur fokontany respectifs ils se déclarent AREMA. Il semble que les choix politiques effectués par la population paysanne-ouvrière et simplement paysanne soient davantage dictés par la poursuite d'avantages matériels et de tranquillité sociale que par la foi en telle ou telle idéologie. A l'usine les paysans-ouvriers se rangent du côté des structures connues et reconnues comme les plus efficaces dans la défense des intérêts du prolétariat, dans le *fokontany* ils adhèrent aux structures qui assurent un meilleur approvisionnement et maints autres avantages.

La SOMACOU exerce même quelquefois comme à Manjaka un contrôle sur les structures socioculturelles du fokontany quant les cadres de l'entreprise exercent des fonctions tactiques telles que président de l'association des

parents d'élèves, représentant du comité exécutif ou dirigeant paroissial. Comme nous l'avons dit à propos des autres micro-régions enquêtées, dans la zone Nord de la capitale la lutte politique interne au fokontany est âpre. Elle oppose l'AKFM à l'AREMA quelquefois au VITM. La concurrence politique qui se fixe autour du ravitaillement, de la constitution d'associations révolutionnaires, du contrôle de l'école comme des structures religieuses paralyse totalement tout développement réel des terroirs concernés, décourage les initiatives individuelles ou de groupe que le camp adverse bloque systématiquement. Les effets de cette situation sont d'ores et déjà nettement perceptibles ; ce sont la démobilisation et la dépolitisation des acteurs sociaux et en particulier de la jeunesse. Si jusqu'à une époque récente 60 % des membres des bureaux politiques des partis étaient des jeunes qui s'associaient étroitement aux différentes commissions des fokontany, actuellement lassés des luttes intestines entre groupes opposés ils tendent à abandonner les formations politiques pour des associations, groupements apolitiques. La paysannerie en général se prononce également de plus en plus pour une direction neutre à la tête du fokontany.

Ce sont souvent les femmes qui forment l'élément dynamique dans la vie sociale des fokontany mais là encore leurs initiatives sont souvent détournées pour alimenter sur le terrain les rebondissements de la politique politicienne.

Les fokontany de la zone Nord d'Ilafy, berceaux historiques des *andriana* se sont beaucoup transformés ces 10 dernières années. De profondément rural le paysage économique et social a glissé vers une physionomie de cité-dortoir, sans que l'ensemble des pratiques sociales féodales aient pour autant disparues.

3 - PRESENTATION DU BUDGET FAMILIAL D'UN PETIT SALAIRE URBAIN

Le cas est celui d'une femme de 47 ans élevant seule ses 4 enfants. Elle est employée de maison.

Budget sur un mois

DEPENSES		:	RECETTES	
Loyer	5 000 FMG	:	Salaire	25 000 FMG
Ecolages	1 300 "	:	Fourniture	
Riz	9 000 "	:	riz	1 500 "
Nourriture des enfants le midi	2 500 "	:	Fourniture viande	4 800 "
Sel	300 "	:		
Sucre	500 "	:		
Transport	1 140 "	:		
Charbon	3 200 "	:		
Viande	4 000 "	:		
Légumes	1 500 "	:		
Fournitures diverses	1 400 "	:		
	<hr/>	:		<hr/>
	29 840 FMG	:		31 300 FMG

Synthèse des résultats obtenus

Notre analyse se développe autour de 4 idées-clefs :

- La prégnance des structures sociale et foncière féodales est totale sur les Hauts-Plateaux malgaches.
- Le cumul de l'activité agricole et urbaine parmi la petite paysannerie des Hauts-Plateaux centraux

est la conséquence de la persistance de ces structures féodales.

- La bi-polarisation d'activité et le revenu tiré du travail urbain n'entraînent pas de dynamisation notable du secteur de la production parcellaire.
- La pratique de la riziculture recule au profit des cultures maraîchères davantage sources de revenu monétaire et le transfert des produits agricoles de la campagne vers la ville tend actuellement à diminuer.

x
x x

1) Dans toute la campagne des Hauts-Plateaux malgaches et tout spécialement dans la zone de la capitale ainsi qu'autour de l'aire industrielle de la ville d'Antsirabe continuent de prévaloir des structures sociales et foncières de type féodal.

La bourgeoisie rurale généralement d'essence aristocratique, comme par le passé domine la structure foncière pérennisant ainsi les acquis obtenus dans le contexte historique de la monarchie merina et des guerres de conquête. A côté d'elle il existe bien sûr une frange de moyens propriétaires fonciers d'origine sociale radicalement différente à qui l'appartenance à l'administration coloniale ou les services rendus à la France ont permis de recevoir en récompense quelques terres (1). Les différents régimes suivants ont procédé de façon identique, constituant une petite bourgeoisie rurale à partir de leur clientèle politique.

Mais ce sont indéniablement les propriétaires fonciers féodaux qui dominent et contrôlent l'ensemble de la structure foncière : leur force ne relève pas seulement du

(1) Cette petite bourgeoisie rurale "fabriquée" par la puissance coloniale l'a été justement en réaction contre l'aristocratie féodale, c'est pourquoi elle est formée essentiellement de descendants d'esclaves.

domaine de l'économie mais elle participe comme nous allons l'analyser plus loin de l'idéologique.

Bien que le phénomène soit entouré d'un tabou, respecté aussi bien par les propriétaires fonciers, par la bourgeoisie politico-administrative que par les paysans concernés, le métayage, si globalement escamoté verbalement, intéresse 80 à 90 % des terres mises en culture sur les Hauts-Plateaux centraux.

Le contrat, le plus souvent oral, accorde généralement 1/3 de la récolte au propriétaire qui ne prend aucune part au procès de production. Les propriétaires fonciers sont soit physiquement présents sur le terrain, il leur arrive alors de cultiver certaines de leurs terres en engageant des salariés agricoles tout en confiant le reste à des métayers, soit ils résident en ville et constituent ce que l'on nomme les *zanaka-ampielezana* qui se contentent de venir une ou deux fois par an au terroir d'origine pour y prendre livraison de leur part de récolte, pour assister à certaines fêtes lignagères ou religieuses et soutenir leur paroisse ou *fiangonana* de leurs dons financiers.

Sur le terrain la classe la plus représentée est donc celle des paysans pauvres et des paysans sans terre. Le métayage ne saurait être réduit à la seule dimension de l'exploitation économique que représente la rente foncière. S'il ne devait être que cela, il y a fort à parier que la paysannerie se serait déjà débarrassée de cette forme d'extorsion.

Le métayage repose sur la domination idéologique que continuent d'exercer les propriétaires féodaux et qu'acceptent le plus souvent presque avec reconnaissance les métayers. L'analyse manichéiste qui assigne au propriétaire le rôle d'exploiteur, de patron et au métayer celui d'exploité de victime ne rend aucunement compte des relations véritables qui lient les deux, le métayer étant la plupart du temps le descendant de l'esclave attaché aux ancêtres de son propriétaire.

La distinction de caste, même si elle est soigneusement masquée par le discours unifiant du *fihavanana* que manipule avec brio la bourgeoisie à son profit et par lequel se trouve mystifiée la masse villageoise reste un élément déterminant dans la problématique des rapports sociaux,

des rapports de production et de l'ensemble de la communication sociale.

Pour beaucoup de paysans pauvres et sans terre, "mainty", le propriétaire foncier est un sauveur, il leur permet de cultiver ses terres, il leur confie souvent la garde de la maison ancestrale.

Le métayage apparaît de ce fait aux yeux de la majorité des métayers comme une aide accordée par le propriétaire et comme l'unique moyen de poursuivre une activité agricole. Le plus souvent le métayer ressent à l'égard de son propriétaire des liens affectifs qui ne sauraient faire oublier ni tempérer la réalité de l'exploitation mais qui conditionnent tout un ensemble précis de comportements sociaux (1). Vouloir à toute force introduire les métayers dans la dialectique de prise de conscience d'une indispensable lutte de classes violente entre *andriana* ou *hova* et *andevo* débouche le plus souvent sur le résultat inverse de celui escompté.

Le descendant d'*andevo* d'une part puise son identification sociale dans le service exercé par ses ancêtres auprès de ceux des actuels propriétaires, dont au niveau du discours il épouse souvent les intérêts, d'autre part il ne souhaite pas que soit brandi à tout instant, même si

(1) Refuser de prendre en compte cette dimension des rapports propriétaires-métayers c'est se condamner à un dogmatisme inefficace. Les métayers descendants d'esclaves sont considérés par les *andriana* comme des enfants ; la façon dont on parle d'eux en famille est d'ailleurs symptomatique, ils sont les *ankizin-drazana*. De la même manière pour le métayer le propriétaire et sa famille font figure de *ray aman-dreny*. L'infantilisation, interiorisée est d'autant plus vigoureuse.

pour les militants politiques l'incantation est exaltation (1), une origine sociale qu'il s'efforce par tous les moyens de transcender.

C'est finalement plus ce type de contrôle idéologique, cette supériorité, acceptée et intériorisée comme effet du destin, du maître au sens féodal qui assure à la bourgeoisie foncière la stabilité de sa domination que sa conséquence visible, à savoir le sac de riz livré au propriétaire.

Ainsi la bourgeoisie foncière ayant accaparé toutes les terres de bas-fond et une partie importante des terres de collines contrôle-t-elle les moyens de production comme l'ensemble des moyens de reproduction idéologique de sa domination.

Si les métayers sont totalement paralysés par les liens affectifs et quasi familiaux qui les unissent à leur propriétaire et le sacro-saint respect qu'ils n'osent briser face aux *andriana*, ces derniers n'hésitent pas quant à eux à décevoir et à tromper cette confiance. Ils opèrent fréquemment un chantage sur la reprise des parcelles, opposant habilement les métayers entre eux, confiant puis reprenant une terre pour la donner à un dépendant plus soumis ou plus productif. L'instabilité totale dans laquelle se trouvent les métayers bloque toute révolte comme toute union. Loin d'opposer un front uni aux actions des propriétaires les métayers font le jeu de ces derniers en s'entre-déchirant pour l'octroi de telle ou telle parcelle.

(1) Tout comme les mouvements de la gauche prolétarienne maoïste en Europe déifiaient l'ouvrier et l'exhibaient en trophée dans la moindre réunion on a un peu trop souvent dans l'extrême gauche malgache voulu faire du "mainty", le "madinika" et le porte-drapeau de la révolte dans une lutte de classes qui malheureusement reste plus cantonnée dans l'intellect des théoriciens que présente dans la réalité.

Le morcellement de la propriété foncière dû aux partages d'héritages successifs accentue la pression démographique sur les terres. L'exiguïté des parcelles de la petite paysannerie s'accompagne d'une telle insuffisance de ses capacités productives qu'est impossible la solution que pourrait constituer la mise en valeur des terres de *tanety* non appropriées. La faible capacité organisationnelle de la paysannerie pauvre et sans terre, au niveau socio-politique apparaît comme la conséquence directe de la prégnance des hiérarchies féodales. Les paysans pauvres et les métayers subissent comme inéluctable leur situation dans le rapport des forces sociales qui les oppose aux propriétaires fonciers .

Les rares structures de production collective que certains noyaux paysans dûment travaillés et animés par des groupements politiques réussissent à créer, échouent le plus souvent ; plus encore par suite d'impuissances et d'erreurs imputables à leurs propres membres qu'aux actions d'hostilité pourtant bien réelles des propriétaires fonciers inquiets.

Les conséquences du maintien de la structure foncière féodale sont l'exclusion de la terre de franges toujours plus importantes de petits paysans ; le recours accru au métayage qu'accompagnent le salariat agricole pour les moins chanceux, l'emploi urbain pour ceux dont la proximité d'unités industrielles, les réseaux de connaissance ou le niveau de formation favorisent l'insertion dans le secteur secondaire ou tertiaire.

x
x x

Face à l'exiguïté croissante des superficies agricoles dont le paysan dispose et à la hausse parallèle du coût de la vie, il devient impossible à la petite paysannerie parcellaire de survivre grâce à la seule mise en valeur de ses propres parcelles (excédant rarement 40 ares). Dès lors multiplier les terres cultivées en métayage constitue la seule solution pour le paysan qui veut malgré tout poursuivre une activité rurale.

La faible rémunération du travail agricole, de l'ordre de 150 FMG en 1979 et de 250 à 300 FMG actuellement n'incite guère les paysans aux parcelles insuffisantes à se salarier sur les terres des propriétaires fonciers. Ce sont seulement les moins scolarisés, les plus âgés, en un mot ceux qui n'ont aucune autre alternative qui se livrent au salariat agricole. Les autres préfèrent le départ vers la ville ou la bi-polarisation d'activité.

Une fois résolu le problème de l'insuffisance des terres à cultiver par rapport aux besoins de l'unité familiale, et ce grâce au phénomène du métayage, surgit un second problème corollaire au premier à savoir l'incapacité de mettre en valeur, avec les seules forces de travail familiales les parcelles ainsi métayées. Autrement dit le paysan pauvre ou sans terre ne peut survivre sans recourir au métayage, mais par ailleurs il ne peut seul venir à bout des travaux culturels afférents aux parcelles que l'exiguïté ou l'absence de terre personnelle lui ont fait solliciter. Même si aidé par sa femme et ses enfants il pourrait assurer la totalité des travaux rizicoles, la faible valorisation du riz et de la journée de travail agricole l'engage à laisser l'entier soin des cultures à sa femme, aidée par des salariés agricoles, pour se livrer lui-même à une activité plus rémunératrice et dont les résultats surtout sont moins aléatoires.

La question se pose de savoir si c'est parce que l'ouvrier-paysan possède un revenu stable et régulier qu'il multiplie, pour assurer son auto-suffisance alimentaire, les parcelles prises en métayage et travaillées par des salariés agricoles ou si c'est parce que l'effritement de la propriété foncière l'oblige à multiplier les parcelles en métayage excédant sa force de travail, qu'il se salarie en ville afin de pouvoir payer ses salariés agricoles.

Si quelques-uns parmi les ouvriers-paysans pratiquant de longue date la double activité répondent au premier schéma d'explication, ils paraissent former une minorité. Pour ceux là, la pénibilité, la faible valorisation économique et sociale, l'instabilité du travail agricole ont joué un jour ou l'autre, terre suffisante ou non, pour provoquer la recherche d'un emploi industriel ou administratif. Disposant souvent de réseaux de parenté ou d'amitiés déjà intégrés dans le travail urbain, ils ont pu s'en servir comme

base pour l'embauche. Par la suite ils consacrent une partie de leur revenu urbain à financer la poursuite d'une activité agricole par personnes interposées.

Il semble d'après les données brutes recueillies que la majorité des ouvriers-paysans se recrute dans la classe des paysans sans terre, c'est-à-dire de ceux contraints au métayage et qui, dépourvus de matériel de production suffisant doivent financer avec le revenu tiré de l'activité urbaine la rémunération de salariés agricoles.

Ainsi ce serait le schéma :

Exiguïté des terres \Rightarrow métayage \Rightarrow emploi de salariés agricoles \Rightarrow obligation d'une activité urbaine,

qui prévaudrait sur celui inverse de :

Activité salariée urbaine \Rightarrow revenu important \Rightarrow multiplication des parcelles en métayage \Rightarrow rémunération des salariés agricoles.

Le système de la bi-polarisation d'activité agricole et urbaine paraît en tout état de cause plus rentable que celui de la poursuite de la seule activité agricole. Il est économiquement préférable de faire travailler la terre métayée par des salariés saisonniers que de travailler soit même cette terre. Ce raisonnement n'est bien sûr valable qu'en ce qui concerne la paysannerie pauvre et sans terre. Le paysan propriétaire foncier disposant d'une surface suffisante à satisfaire ses besoins emploient des salariés que ses récoltes abondantes et non amputées de la rente foncière suffisent à rémunérer. Pour lui le financement des travaux culturaux n'agit pas comme facteur décisif incitant au recours à l'activité salariée urbaine.

Notons que propriétaires fonciers et ouvriers-paysans rencontrent un problème analogue quant au recrutement des salariés agricoles. Tout comme les paysans pauvres, les salariés agricoles, vu la faible rémunération de la journée de travail à la campagne préfèrent, lorsqu'ils le peuvent, s'engager comme manoeuvres dans l'industrie. De plus, nombre de comités exécutifs de fokontany multiplient les pièces justificatives exigibles des salariés saisonniers migrants. Il devient donc de plus en plus difficile dans la zone de la capitale de trouver les salariés dont on a

besoin aux moments cruciaux du repiquage ou de la récolte.

Un élément d'explication supplémentaire est à prendre en compte par rapport au phénomène de la bi-polarisation d'activité, c'est celui du refus catégorique de la bourgeoisie foncière de se dessaisir de ses terres ou d'accepter même de prêter les sols de *tanety* aux paysans demandeurs.

En effet le recours au métayage et par suite, comme nous venons de le démontrer, la nécessité, quand cela est possible, de réaliser la double activité afin de financer la rémunération des salariés agricoles ne trouvent leur raison d'être que par suite de l'impossible accès à la propriété foncière des paysans démunis de terres.

La rizière n'est pas seulement un facteur de production, elle est moyen et lieu d'identification sociale du propriétaire. Avant d'être source de richesse, elle est terre des ancêtres aussi son propriétaire ne veut-il l'aliéner. Nombreux sont les ouvriers-paysans qui économisant sur leur salaire souhaiteraient et pourraient réaliser un achat de terre, mais il existe un verrouillage complet de la structure foncière des Hauts-Plateaux qui détermine l'exclusion de la terre de la majorité de la paysannerie. Face à cette situation le recours à l'activité salariée urbaine demeure la seule solution.

Ces derniers temps on enregistre une tendance nouvelle et sociologiquement intéressante au retour au terroir des propriétaires absentéistes. L'inflation, la hausse des loyers urbains, les difficultés de ravitaillement dans les agglomérations incitent semble-t-il de nombreux *zanaka ampielezana* à abandonner leur résidence urbaine. Ce phénomène bouleverse une nouvelle fois les équilibres précaires existant parmi la paysannerie périphérique des villes. En rentrant à la campagne les propriétaires citadinisés reprennent les parcelles données en métayage auparavant et réoccupent leur maison familiale. Ils engagent des salariés agricoles pour diriger eux-mêmes la mise en valeur de leur terre. Si la tendance devait se poursuivre elle entraînerait probablement rapidement la prolétarianisation définitive de la paysannerie pauvre et sans terre privée du dernier recours que constitue le métayage.

